

sources s'épuiser. Chaque jour, on souligne que nos ressources sont décimées, mais on ne fait rien pour y porter remède. La question n'a pas été déferée aux Nations Unies ni à la Conférence internationale. Il faudrait étudier cette question en vertu du droit international de la mer. Au lieu de protéger nos droits, le gouvernement actuel permet aux pêcheurs étrangers d'épuiser nos ressources. Les pêcheurs doivent posséder un permis de pêche et leur nombre est limité. Voilà qui pourrait faire naître un marché noir, mais je n'ai pas l'intention d'aborder cette question ce soir. C'est honteux de voir la façon dont le gouvernement louvoie à l'égard de ces questions.

Le problème capital auquel se heurte l'économie de l'Atlantique et l'industrie de la pêche, c'est que le gouvernement ne parvient pas à se rendre compte de son potentiel et l'on n'a pas fait connaître au reste du Canada les possibilités que recèle cette industrie et l'argent qu'on pourrait en tirer. Tous les jours on discute du blé parce que les cultivateurs de l'Ouest ont réussi à intéresser tous les Canadiens. Cependant, ce n'est pas le cas pour l'industrie de la pêche. Moyennant des politiques convenables, on pourrait parvenir à réaliser le potentiel de la zone atlantique. Pourquoi le ministère responsable ne protège-t-il pas les droits de cette industrie?

Je veux maintenant traiter d'un sujet qui intéresse en particulier mes mandants, à savoir, l'usine de textiles de Yarmouth, qui emploie 500 personnes; c'est le plus gros employeur de ma circonscription. On ne croirait pas que la fermeture d'une usine à Toronto influencerait sur une petite ville comme Yarmouth, mais 18 p. 100 des textiles produits par cette usine servaient à la division industrielle de la société Dunlop à Toronto. Du point de vue de l'emploi, c'est dire que 18 p. 100 des employés de l'usine de Yarmouth sont visés. Si l'on joint à cela le tableau lugubre de l'industrie textile au Canada, les résultats sont stupéfiants. Depuis deux ans, il a beaucoup été question de cette industrie. Je veux citer un article qui a paru dans le numéro du *Chronicle Herald* d'hier. Il fait suite à une entrevue accordée par le président de la Cosmos Imperial Mills. Voici le texte:

Cosmos Imperial Mills, à Yarmouth, fermera ses portes à moins que le gouvernement fédéral n'agisse immédiatement pour restreindre l'importation de textiles des pays étrangers, a déclaré hier le président de la compagnie, M. E. D. James.

Il a dit, lors d'une interview téléphonique depuis Hamilton, que 500 employés à Yarmouth seraient mis à pied sous peu, car la compagnie ne peut continuer d'exploiter à perte.

Je tiens à souligner le passage suivant:

Il a affirmé que les importations représentent 50 p. 100 des produits de l'industrie textile au [M. Comeau.]

Canada. «Aux États-Unis, on se plaint que le gouvernement autorise 12 p. 100», ajouta-t-il.

La Communauté économique européenne restreint les importations de textiles à seulement 9 p. 100 de l'ensemble.

«Je ne veux pas qu'on interdise les importations, mais fixons des limites raisonnables en tenant compte de tous les autres pays du monde», a-t-il dit.

Et les mêmes restrictions devraient s'appliquer à l'importation des appareils électroniques et des produits du caoutchouc, a-t-il déclaré.

Bien des gens, à Ottawa, sont d'avis qu'il vaut toujours mieux acheter au plus bas prix. Mais qui peut acheter, a-t-il demandé, si personne ici ne fait d'argent?

Je tiens à souligner les mots: «Mais qui peut acheter, si personne ici ne fait d'argent?» Si les Canadiens ne gagnent rien ici, qui achètera les textiles, le caoutchouc et les produits électroniques qu'on importe? L'article poursuit:

Il a dit que la fermeture de la division industrielle de la société Dunlop à Toronto, annoncée récemment, était un coup dur pour les activités de la Cosmos à Yarmouth.

Chaque année, la Cosmos vendait à la société Dunlop pour une valeur de \$750,000 à 1 million de dollars de tuyaux et de courroies pour fins industrielles.

Tant qu'on n'aura pas trouvé un moyen de rétablir l'équilibre compromis par l'importation de produits finis en provenance des pays où les salaires sont bas, les autres industries devront s'attendre, a-t-il dit, à éprouver des difficultés semblables à celles dont la fermeture des ateliers Dunlop est le symptôme.

Voilà sept ans que l'industrie textile demande au gouvernement d'adopter une politique. Pourtant, chaque fois qu'on interroge le ministre à ce sujet, il se contente de sourire et de répondre: «Bientôt». Pourquoi ne peut-on imposer ici le même quota que dans les autres pays?

Des voix: Bravo!

M. Comeau: Pourquoi le Canada doit-il rester à la remorque, dans l'industrie de la pêche? Pourquoi en est-il de même à l'égard du blé? Il ne devrait pas être nécessaire de payer les cultivateurs pour qu'ils cessent de cultiver le blé. C'est ridicule! Pourquoi devons-nous rester à la remorque des autres nations en ce qui concerne le pétrole, les textiles, les produits électroniques et bien d'autres produits.

Une voix: Ce sont d'autres qui tiennent le volant.

• (9.00 p.m.)

M. Comeau: Le député dit: «Ce sont d'autres qui tiennent le volant». C'est bien vrai. Comme l'exposé budgétaire l'a montré, la situation économique de notre pays n'est pas particulièrement brillante. Toutefois le gou-